



Déclaration liminaire CGT
Délégation Spéciale CCE GRDF – ENEDIS
27.09.2018

En cette période trouble et incertaine que vivent les salariés des IEG, vous avez choisi de rester sourds aux revendications du personnel en lutte et d'emprunter la voie de la répression. Dans ce contexte où plus de 300 agents sont convoqués sous diverses formes, la FNME CGT, à travers cette interpellation, entend condamner avec la plus grande fermeté vos agissements.

Les femmes et les hommes qui travaillent dans la Branche des Industries Electriques et Gazières aspirent à une vie meilleure. Ils méritent de la considération, de la reconnaissance et une vraie amélioration de leurs conditions de travail.

Les gouvernements successifs, guidés par l'idéologie libérale, ont choisi de casser un modèle au profit de la loi du marché et de ses corollaires que sont les privatisations, la concurrence, la déréglementation, etc. L'énergie n'est pas une marchandise comme les autres, elle est vitale pour le développement du pays et pour assurer une vie décente aux citoyens/usagers que vous avez transformés en clients.

Ainsi, en passant d'une logique de service public pour répondre aux besoins de la nation à celle d'un business énergétique pour rétribuer les actionnaires, c'est tout le sens du travail qui a été détruit. En jetant ainsi les travailleurs de l'énergie dans l'incompréhension de leurs missions, vous les condamnez à perdre peu à peu le sens de ce qu'ils ont à réaliser au quotidien car il n'y a plus aucune logique mise à part celle du profit maximum pour les seuls financiers.

La catastrophe survenue sur le pont de Gênes devrait pourtant donner matière à réflexion sur les politiques de maintenance et sur le contrôle des biens lorsqu'un secteur est déréglementé. Surtout lorsque le volet économique devient le seul leitmotiv de toutes les réflexions ou de l'activité. D'autres choix sont possibles, encore faut-il avoir la réelle volonté politique de les prendre !

Or, si le Gouvernement vous soutient dans cette voie, nous savons tous que le libéralisme n'apportera jamais de salut à la politique énergétique. Faire croire que la réponse aux besoins est compatible avec la loi du profit est un leurre pour les usagers, tout comme pour les salariés des IEG qui se retrouvent malgré eux en première ligne de ce mensonge.

Obnubilés à jouer au Monopoly énergétique, vous n'avez plus aucune conscience de la réalité des travailleurs des IEG. Prenez donc leur place, ne serait-ce qu'une semaine, pour vous rendre compte de ce qu'ils subissent au quotidien. La politique managériale, les choix d'organisation du travail, la culture du résultat, de la rentabilité, de la performance n'entraînent que la perte du sens de leur travail.

Ces méthodes sont sources de démotivation, d'écœurement et génèrent de la souffrance à tous les niveaux. Cadres, Ingénieurs, Agents de maîtrise, Techniciens, Ouvriers et Employés n'arrivent plus à se réaliser dans ces conditions !

Malgré tout cela, les salariés des IEG s'accrochent et s'acharnent à faire vivre le service public. Mais vos injonctions contradictoires font peser des risques psycho-sociaux qui nous conduisent vers des situations très graves pour la santé et la vie des salariés des IEG. D'autres secteurs d'activités, notamment les télécommunications, soumis aux mêmes contraintes, connaissent en nombre des drames, tels les suicides, que nous nous refusons de vivre dans les IEG. Des signes avant-coureurs nous laissent à penser que certaines entreprises de notre branche professionnelle sont déjà concernées !

Malheureusement, les mêmes causes entraînant toujours les mêmes effets, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas !

Vous tentez de renverser la situation par la répression et de mettre K.O. celles et ceux qui à vos yeux sortent du rang, mais cette stratégie ne fera que jeter le chaos. Cette stratégie ne fera qu'accentuer leur colère et risque de les pousser dans des actions incontrôlées et en dehors du champ syndical !

Avez-vous conscience que ce sont toutes vos décisions qui conduisent les femmes et les hommes des IEG à agir ? Non puisque, dans ce contexte, votre responsabilité ne serait pas de vous attaquer aux conséquences de vos choix mais bien à leurs causes. Vous n'arriverez pas à faire taire les salariés des IEG car ce qu'ils vivent est injuste et incohérent. Nous continuerons à les soutenir et à les mobiliser car il nous semble bien plus sain de lutter que de subir.

Nous savons que votre réaction est guidée par la peur, celle de vous voir confrontés à la réalité sociale, ainsi vous avez recours à la répression avec, pour seul objectif, celui d'étouffer la colère des salariés de nos entreprises.

Mais, à force de ne pas répondre aux revendications légitimes des salariés comme en 2017 où vous vous êtes permis de décider de 0% d'augmentation du SNB dans la branche des IEG ;

A force de ne pas reconnaître l'engagement des travailleurs, de réduire les effectifs, de désorganiser le travail ;

A force de mépriser les corps intermédiaires, de rendre illégitime l'action des syndicats ;

A force de réduire les moyens syndicaux, de faire fi des organisations syndicales qui, à vos yeux comme à ceux du Gouvernement, sont obsolètes et ringardes ;

A force de répandre l'idée que les syndicats ne servent plus à rien dans ce nouveau monde.

Eh bien OUI ! Vous faites maintenant directement face aux salariés !!!!

Alors, au lieu de manier le bâton, ouvrez donc des négociations !

Car la seule solution pour sortir de cette crise est de répondre aux revendications légitimes des salariés. Réprimer ne fera que faire monter les tensions et nous conduira, vous conduira vers le pire. Toutes formes d'intimidations, lettres et convocations, ne sont que le reflet de votre peur et de votre stratégie d'évitement !

Répondre favorablement aux revendications légitimes des salariés est la seule démarche responsable dans cette situation.

La FNME-CGT et l'ensemble de ses militants sont du côté des salariés et les soutiennent dans leur lutte responsable et digne.

Dès la rentrée de septembre, toutes les entreprises sont officiellement entrées en négociations relatives à la mise en place des nouvelles instances représentatives du personnel (CSE-E, CSSCT, CSE-C, RP, Section Syndicale.....) et GRDF bien-évidemment en fait partie.

Or, alors que ces négociations en sont seulement au balbutiement avec l'élaboration d'un accord de méthode, nos employeurs ont réussi le tour de force de faire l'unanimité des Organisations Syndicales.....contre elles !!! L'entrée en matière augure mal de l'avancée éventuelle de négociations telles que le législateur l'a voulue.

Face à ce manque total de loyauté, la CGT saura prendre toutes ses responsabilités !

Pour la FNME-CGT, il n'y a aucune ambiguïté, la lutte continue, car notre pays est malade ! Non pas d'une épidémie passagère, mais d'une pathologie bien plus dangereuse et persistante : la recherche constante par le patronat du profit maximum dans le cadre duquel tous les secteurs sont attaqués.

Dans ce contexte, et au vu de l'appel des organisations confédérales CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNEL, la FNME CGT appelle l'ensemble des travailleurs.euses et retraité.es de son champ fédéral à se mobiliser fortement en se mettant en grève, en intervenant sur les outils de travail et en participant activement aux manifestations prévues le 9 octobre 2018.